

## IL MULTIPLIE LES RENCONTRES MARATHON AVEC LES SYNDICATS AUTONOMES

# Benbouzid peine à stopper la grève

**Le durcissement de ton des syndicats autonomes a contraint Benbouzid à déployer une véritable offensive pour tenter de désamorcer la crise. Des rencontres marathon ont eu lieu hier avec les différents représentants des enseignants grévistes. Pour l'heure, aucune incidence sur le débrayage : les établissements scolaires restent paralysés.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Toujours mobilisés, les enseignants grévistes restent à l'écoute de leurs syndicats et maintiennent la pression.

Constatant que ses appels en direction des grévistes n'ont pas eu d'écho favorable, le ministre de l'Education multiplie les tentatives pour faire cesser le mouvement qui est entré dimanche dans sa troisième semaine.

Hier, Benbouzid a reçu

l'Unpef et le Cnapest. En fin d'après-midi, aucun résultat palpable : les syndicats autonomes n'ont toujours pas gelé la grève.

Le Cnapest a tenu en parallèle son conseil national. Des décisions sont attendues pour aujourd'hui mais rien n'indique qu'elles iront dans le sens du gel de la grève. Sur le terrain, la mobilisation reste grande.

Selon les échos recueillis par les différents syndicats au niveau des

wilayas, les enseignants font preuve d'une grande détermination et suivent le mot d'ordre.

Les syndicats réclament, en effet, plus de clarifications concernant notamment les points relatifs au calcul des indemnités à effet rétroactif et au régime indemnitaire.

Ils veulent savoir si le calcul sera fait sur la base des anciens salaires ou après leur augmentation et quand toucheront-ils ces indemnités.

En réponse à leurs doléances, le ministère de l'Education a mis en place une commission mixte chargée de faire aboutir le dossier du régime indemnitaire.

Elle étudiera la mise en place du processus de la rétroactivité et du versement de toutes les primes et indemnités, y compris l'indemnité d'expérience pédagogique (IEP) et l'indemnité d'amélioration des performances pédagogiques (IAPP), à la date de janvier 2008.

Pourquoi les syndicats sont insatisfaits ? Ils craignent que les promesses de Benbouzid ne soient pas tenues et réclament un échéancier.

Quelle solution ? Pour l'heure, aucune ne semble se profi-



Benbouzid passe à l'offensive.

Photo : Samir Sid

ler. Les discussions avec le ministère de l'Education ressemblent à un véritable dialogue de sourds puisque les réponses données par la tutelle semblent en deçà des attentes des syndicats. Après trois semaines d'arrêt de cours, les parents d'élèves commencent à s'impatisser et à craindre pour l'avenir de leur progé-

niture. S'achemine-t-on vers une année blanche ? Sera-t-il possible de rattraper ce retard notamment pour les classes d'examen ? Les syndicats répondent que la balle est dans le camp du ministre de l'Education et se disent prêts à reprendre les cours dès que leurs doléances seront prises en charge.

Ils promettent de rattraper le retard cumulé pendant ces trois semaines mais ne sont pas près de faire des concessions après avoir arraché un acquis et pas des moindres, en faisant reculer le gouvernement sur la question de la rétroactivité du régime indemnitaire.

N. I.

## ALORS QUE LE DÉBRAYAGE SE POURSUIT ET SE RENFORCE

# Les enseignants de Boumerdès observent un sit-in

**Les clameurs de la grande fête s'estompent et les Algériens reviennent peu à peu à leur quotidien, bien amer, et à leurs difficultés, avec un pouvoir d'achat qui s'érode de jour en jour. C'est ce que rappellent les fonctionnaires des trois paliers de l'éducation, qui ont entamé, dimanche dernier, leur troisième semaine de grève consécutive.**

A l'appel de trois syndicats autonomes (Cnapest, Unpef et Satef), des centaines de fonctionnaires de l'Education nationale ont rallié, au premier jour de la troisième semaine de grève, le chef-lieu de wilaya de Boumerdès où ils ont observé un sit-in devant le siège de la direction de l'éducation. «Pas de reprise du travail jusqu'au recouvrement de nos droits !», ont scandé à l'unisson les enseignants grévistes. Et d'ironiser sur les difficultés économiques

qu'ils rencontrent, en clamant : «La paie en dinars et les achats en dollars !» La grande manne financière des œuvres sociales gérée exclusivement par l'UGTA a été également au centre de leurs slogans : «Baraket, baraket ! Libérez les œuvres sociales !», scandaient les protestataires.

Paraphrasant le célèbre slogan des supporters algériens, ils hurlaient «Un ! deux ! trois ! Nous voulons nos droits !»

S'agissant du mouve-



«Pas de reprise du travail !»

Photo : Samir Sid

ment de protestation, les responsables des trois syndicats ont affirmé que le nombre d'établissements à l'arrêt et d'enseignants en grève est en augmentation

et a même dépassé toutes leurs prévisions.

A la fin du sit-in, les protestataires se sont dispersés dans le calme.

Abachi L.

## AÏN-TÉMOUCHENT

# Les directeurs d'établissement expliquent les décisions des pouvoirs publics



Photo : Samir Sid

Après le mouvement de grève — qui en est à sa troisième semaine — lancé par les différents syndicats de l'éducation affiliés à l'Intersyndicale, et l'opposition de certains d'entre eux à toute reprise des cours après les dernières décisions du ministère de l'Education, place à présent au dialogue en vue de sortir de l'impasse qui caractérise ce secteur névralgique qu'est celui de l'éducation.

A cet effet, les différents chefs d'établissement de la wilaya, tous cycles confondus, et sur instruction du directeur de l'éducation de la wilaya, ont organisé au niveau de leurs écoles respectives des réunions avec leur personnel pour expliquer l'accord des pouvoirs publics (gouvernement et ministère de l'Education nationale), des points contenus dans la plate-forme de revendications présentée par les syndicats qui ont appelé à la grève, notamment ceux relatifs à l'application du calcul et du versement des primes (IEP et IAPP) avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2008, ainsi que la décision du ministère de ne pas procéder à des ponctions sur salaire pour les journées de grève, à condition de récupérer les journées et heures durant lesquelles les enseignants ont observé leur débrayage.

Autrement dit, les pouvoirs publics ont répondu favorablement aux revendications des travailleurs de l'éducation, raison pour laquelle ils demandent aux enseignants de reprendre le travail.

S. B.